

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2009 — 2943 [2009/15113]

**Convention concernant la création d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers, règlement d'exécution et procès-verbal de signature, signés à Bruxelles le 5 juillet 1890 (1).** — Dénonciation par la République d'Argentine

Le 20 mai 2008, a été déposée au Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement de Belgique, la dénonciation de la République d'Argentine concernant les Actes internationaux précités.

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la Convention, cette dénonciation prendra effet à l'égard de la République d'Argentine le 1<sup>er</sup> avril 2010.

(1) Voir *Moniteur belge* du 14 février 1891.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2009 — 2943 [2009/15113]

**Overeenkomst betreffende de oprichting van een Internationale Unie voor de Bekendmaking der Toltarieven, het uitvoeringsreglement, zomede het proces-verbaal van ondertekening, ondertekend te Brussel op 5 juli 1890 (1).** — Opzegging door de Argentijnse Republiek

Op 20 mei 2008 werd bij de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België de opzegging van de Argentijnse Republiek betreffende voor- melde internationale Akte neergelegd.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van de Overeenkomst, zal deze opzegging ten aanzien van de Argentijnse Republiek in werking treden op 1 april 2010.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 14 februari 1891.

AGENCE FEDERALE  
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

F. 2009 — 2944 [C — 2009/18295]

**17 JUIN 2009.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 2005 relatif aux rétributions visées à l'article 5 de la loi du 9 décembre 2004 portant financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 décembre 2004 relative au financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 21 décembre 2007 et 24 juillet 2008 et l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, remplacé par la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 2005 relatif aux rétributions visées à l'article 5 de la loi du 9 décembre 2004 portant financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

Vu l'avis du comité consultatif institué auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, donné le 28 mai 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 10 février 2009;

Vu la concertation avec les gouvernements des régions;

Vu l'avis 46.280/3 du Conseil d'Etat, donné le 15 avril 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté royal du 10 novembre 2005 relatif aux rétributions visées à l'article 5 de la loi du 9 décembre 2004 portant financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le point 4<sup>o</sup>, les mots « des denrées alimentaires d'origine animale autres que la viande et le poisson ainsi que des aliments pour animaux » sont supprimés;

2<sup>o</sup> est ajouté un point 10<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 10<sup>o</sup> afférentes à l'établissement et à la délivrance de certificats; ».

**Art. 2.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « lorsqu'elles sont effectuées » sont remplacés par les mots « lorsqu'elles doivent réglementairement être effectuées »;

FEDERAAL AGENTSCHAP  
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

N. 2009 — 2944 [C — 2009/18295]

**17 JUNI 2009.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 2005 betreffende retributies bepaald bij artikel 5 van de wet van 9 december 2004 houdende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 december 2004 betreffende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, artikel 5, § 1, gewijzigd bij de wetten van 21 december 2007 en 24 juli 2008 en artikel 11, § 1, zesde lid, vervangen bij de wet van 6 mei 2009 houdende diverse bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 2005 betreffende retributies bepaald bij artikel 5 van de wet van 9 december 2004 houdende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

Gelet op het advies van het raadgevend comité ingesteld bij het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, gegeven op 28 mei 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 januari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 10 februari 2009;

Gelet op het overleg met de gewestregeringen;

Gelet op advies 46.280/3 van de Raad van State, gegeven op 15 april 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 10 november 2005 betreffende retributies bepaald bij artikel 5 van de wet van 9 december 2004 houdende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in de bepaling onder 4<sup>o</sup> worden de woorden « van voedingsmiddelen van dierlijke oorsprong andere dan vlees en vis evenals dierenvoeders » geschrapt;

2<sup>o</sup> artikel 2 wordt aangevuld met de bepaling 10<sup>o</sup> luidende :

« 10<sup>o</sup> betreffende het opstellen en de aflevering van certificaten; »

**Art. 2.** In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid worden de woorden « indien ze uitgevoerd worden » vervangen door de woorden « indien ze reglementair moeten uitgevoerd worden »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les rétributions qui ne sont pas tarifées spécifiquement conformément à l'annexe 2, chapitre II, point 1 ou point 3, sont majorées de 50 % pour les prestations nocturnes, doublées pour les prestations effectuées le week-end et triplées pour les prestations nocturnes effectuées durant le week-end. »;

3° le dernier alinéa est abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 4 § 2 du même arrêté, les mots « au chef de l'unité provinciale de contrôle dans laquelle se situe l'unité d'établissement » sont remplacés par les mots « à l'administration des services généraux de l'Agence ».

**Art. 4.** L'article 5 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les rétributions relatives à l'importation peuvent être perçues par l'Administration des douanes et accises. »

**Art. 5.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Les montants facturés doivent être versés au plus tard le dernier jour du mois qui suit la date de la facture. ».

**Art. 6.** A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « une première mise en demeure est adressée » sont remplacés par les mots « un rappel est adressé »;

2° A l'alinéa 2, les mots « la première mise en demeure » sont remplacés par les mots « le rappel », et le mot « seconde » est supprimé.

**Art. 7.** A l'annexe 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'intitulé est remplacé par ce qui suit :

« Annexe 2 : Rétributions liées aux activités soumises au tarif expertise, au contrôle à l'importation, au dépistage des encéphalopathies spongiformes transmissibles et à la recherche des résidus »;

2° le point 1 est complété par le 7° rédigé comme suit :

« 7° abattoir de faible capacité : un établissement utilisé pour l'abattage et l'habillage des animaux dont la viande est destinée à la consommation humaine et pour :

a) les animaux de boucherie dont l'activité se limite à l'abattage de 12 unités de gros bétail (UGB) par semaine (une UGB correspond à un bovin ou un solipède ou trois porcs ou sept moutons ou chèvres);

b) les volailles et les lapins dont l'activité se limite à l'abattage de 150 000 animaux par an »;

3° dans le point 3, les mots « Lorsque les rétributions liées aux activités d'expertise » sont remplacés par les mots « Lorsque les rétributions liées au tarif expertise »;

4° dans le point 5, les mots « aux activités d'expertise » sont remplacés par les mots « au tarif expertise »;

5° dans le point 6, les mots « Les rétributions liées aux activités d'expertise » sont remplacés par les mots « les rétributions liées au tarif expertise »;

6° dans le point 7, les mots « des rétributions par jour liées aux activités d'expertise » sont remplacés par les mots « des rétributions par jour liées au tarif expertise »;

7° le point 7 est complété par la phrase suivante :

« Si le montant des rétributions par jour liées au contrôle à l'importation est inférieur au montant qui serait dû en application du tarif horaire visé à l'article 3, ce dernier sera d'application avec un minimum d'une heure »;

8° dans le point 8, les mots « /nombre d'animaux » sont supprimés;

9° est complété par le point 9 rédigé comme suit :

« 9. Sont rétribuées au tarif expertise, les activités d'expertise durant la séance d'abattage ainsi que :

l'examen ante mortem précédant immédiatement la séance d'abattage avec un maximum d'une demi-heure,

des activités administratives suivant immédiatement la séance d'abattage et concernant les animaux abattus durant la séance d'abattage

Toute autre activité est tarifée conformément à l'article 3. »

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De retributies die niet specifiek getarifeerd zijn conform bijlage 2, hoofdstuk II, punt 1 of punt 3, worden verhoogd met 50 % voor de nachtprestaties, verdubbeld voor de prestaties die in het weekend uitgevoerd worden en verdrievoudigd voor de nachtprestaties die tijdens het weekend uitgevoerd worden. »;

3° het laatste lid wordt opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 4 § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « het hoofd van de provinciale controle-eenheid waarin de vestigingseenheid gelegen is » vervangen door de woorden « het bestuur van de algemene diensten van het Agentschap ».

**Art. 4.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid luidende :

« De retributies betreffende de invoer kunnen worden geïnd door de Administratie der Douane en Accijnzen. »

**Art. 5.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De gefactureerde bedragen moeten betaald zijn, uiterlijk de laatste dag van de maand volgend op de factuurdatum. ».

**Art. 6.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « een eerste ingebrekestelling » vervangen door de woorden « een aanmaning »

2° In het tweede lid worden de woorden « de eerste ingebrekestelling » vervangen door de woorden « de aanmaning » en wordt het woord « tweede » geschrapt.

**Art. 7.** In bijlage 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift wordt vervangen als volgt :

« Bijlage 2 : Retributies verbonden aan de activiteiten onderworpen aan het keuringstarief, aan de controle bij invoer, aan de opsporing van overdraagbare spongiforme encefalopathieën en aan de opsporing van residuen »;

2° punt 1 wordt aangevuld met de bepaling 7°, luidende :

« 7° slachthuis met een geringe capaciteit : een inrichting voor het slachten en uitslachten van dieren waarvan het vlees bestemd is voor menselijke consumptie en voor :

a) slachtdieren waarvan de activiteit beperkt is tot het slachten van 12 grootvee-eenheden (GVE) per week (één GVE overeenstemmend met één rund of eenhoevig dier of drie varkens of zeven schapen of geiten);

b) voor gevogelte en konijnen waarvan de activiteit beperkt is tot het slachten van 150 000 dieren per jaar »;

3° in punt 3 worden de woorden « Wanneer de retributies, verbonden aan de keuringsactiviteiten » vervangen door de woorden « Wanneer de retributies verbonden aan het keuringstarief »;

4° in punt 5 worden de woorden « aan de keuringsactiviteiten » vervangen door de woorden « aan het keuringstarief »;

5° in punt 6 worden de woorden « de retributies verbonden aan de keuringsactiviteiten » vervangen door de woorden « de retributies verbonden aan het keuringstarief »;

6° in punt 7 worden de woorden « het dagelijks bedrag van de aan de keuringsactiviteiten verbonden retributies » vervangen door de woorden « het dagelijks bedrag van de aan het keuringstarief verbonden retributies »;

7° punt 7 wordt aangevuld met de volgende zin :

« Wanneer het dagelijks bedrag van de aan de controle bij invoer verbonden retributies lager is dan het bedrag dat verschuldigd zou zijn in toepassing van het uurtarief bedoeld in artikel 3, zal dit laatste van toepassing zijn met een minimum van één uur »;

8° in punt 8 worden de woorden « /aantal dieren » geschrapt;

9° wordt aangevuld met een punt 9, luidende :

« 9. Zijn onderworpen aan een retributie volgens het keuringstarief, de keuringsactiviteiten gedurende de slachtbeurt alsook :

de antemortemkeuring die de slachtbeurt direct met een maximum van een half uur voorafgaat,

administratieve activiteiten die direct volgen op de slachtbeurt en betrekking hebben op de gedurende de slachtbeurt geslachte dieren

Elke andere activiteit wordt getarifeerd conform het artikel 3. »

10° l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE II : Rétributions liées aux activités soumises au tarif expertise, au contrôle à l'importation et au dépistage des encéphalopathies spongiformes transmissibles »;

11° dans le tableau du chapitre II, la ligne « 1. RETRIBUTIONS LIEES AUX ACTIVITES SOUMISES AU TARIF EXPERTISE » est insérée avant la ligne « abattoirs de faible capacité »;

12° dans le tableau du chapitre II, les six dernières lignes sont remplacées par l'annexe du présent arrêté.

**Art. 8.** L'annexe 3 du même arrêté est complétée par les phrases suivantes :

« 51,74 euros (indice de départ du mois d'octobre 2007) par demi-jour de formation, par personne, pour les prestations afférentes aux formations scientifiques auxquelles un laboratoire est tenu de participer pour demeurer agréé conformément à l'article 5, 9° de l'arrêté royal du 15 avril 2005 relatif à la désignation des laboratoires officiels, fixant la procédure et les conditions d'agrément des laboratoires qui effectuent des analyses dans le cadre des missions de contrôle de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et portant exécution de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet anti-hormonal, à effet bêta-adrenergique ou à effet stimulateur de production chez les animaux.

200 euros (indice de départ du mois d'octobre 2007) par essai interlaboratoire pour les prestations afférentes aux essais interlaboratoires organisés par l'Agence auxquels un laboratoire est tenu de participer pour demeurer agréé conformément à l'article 5, 5° du même arrêté.

150 euros (indice de départ du mois d'octobre 2007) par programme de tests de contrôle pour les prestations afférentes aux tests de contrôle organisés par l'Agence auxquels un laboratoire est tenu de participer pour demeurer agréé conformément à l'article 5, 13° du même arrêté. »

**Art. 9.** Le Ministre qui a la Sécurité de la Chaîne alimentaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juin 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

10° het opschrift van hoofdstuk II wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK II : Retributies verbonden aan de activiteiten onderworpen aan het keuringstarief, aan de controle bij invoer en aan de opsporing van overdraagbare spongiforme encefalopathieën »;

11° in de tabel van hoofdstuk II wordt voor de rij « slachthuizen met een geringe capaciteit » de rij « 1. RETRIBUTIES VERBONDEN AAN DE ACTIVITEITEN ONDERWORPEN AAN HET KEURINGSTARIEF » ingevoegd;

12° in de tabel van hoofdstuk II worden de laatste zes rijen vervangen door de bijlage bij het huidige besluit.

**Art. 8.** Bijlage 3 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zinnen :

« 51,74 euro (basisindexcijfer van de maand oktober 2007) per halve dag vorming per persoon voor de prestaties betreffende de wetenschappelijke vormingen waaraan een laboratorium moet deelnemen om erkend te blijven overeenkomstig artikel 5, 9° van het koninklijk besluit van 15 april 2005 betreffende de aanduiding van de officiële laboratoria, tot bepaling van de procedure en de erkenningsvoorwaarden van laboratoria die analyses uitvoeren in het kader van de controleopdracht van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot uitvoering van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, antihormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking.

200 euro (basisindexcijfer van de maand oktober 2007) per interlaboratoriumproef voor de prestaties betreffende de door het Agentschap ingerichte interlaboratoriumproeven waaraan een laboratorium moet deelnemen om erkend te blijven overeenkomstig artikel 5, 5° van hetzelfde besluit.

150 euro (basisindexcijfer van de maand oktober 2007) per programma van controletesten voor de prestaties betreffende de door het Agentschap ingerichte controletesten waaraan een laboratorium moet deelnemen om erkend te blijven overeenkomstig artikel 5, 13° van hetzelfde besluit. »

**Art. 9.** De Minister bevoegd voor de Veiligheid van de Voedselketen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juni 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE

Annexe

## 2. RETRIBUTIONS LIEES AU CONTROLE A L'IMPORTATION

Poissons/viandes présentés au poste frontalier	Montant/kg	0,0050 (indice de départ du mois d'octobre 2007)
Poissons > 100 000 kg sans éviscération	Montant/kg	0,0014 (indice de départ du mois d'octobre 2007)
Poissons > 100 000 kg qui n' a subi aucun traitement, autre que l'éviscération	Montant/kg	0,0014 (indice de départ du mois d'octobre 2007)
Poissons > 100 000 kg avec éviscération et autres traitements	Montant/kg	0,0028 (indice de départ du mois d'octobre 2007)
Transit viandes/poissons	Montant/envoi	30,1091 (indice de départ du mois d'octobre 2007)

## 3. RETRIBUTIONS LIEES AU DEPISTAGE DES ENCEPHALOPATHIES SPONGIFORMES TRANSMISSIBLES

Bovins	Montant fixe par bovin devant être soumis à un test rapide ESB	11,07 (indice de départ du mois d'octobre 2007)
--------	--	---

Vu pour être annexé à notre arrêté du 17 juin 2009 modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 2005 relatif aux rétributions visées à l'article 5 de la loi du 9 décembre 2004 portant financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

## Bijlage

## 2. RETRIBUTIES VERBONDEN AAN DE CONTROLE BIJ INVOER

Vis/vlees aangeboden in de grensinspectiepost	Bedrag/kg	0,0050 (basisindexcijfer van de maand oktober 2007)
Vis > 100 000 kg zonder het strippen	Bedrag/kg	0,0014 (basisindexcijfer van de maand oktober 2007)
Vis > 100 000 kg die geen enkele andere bewerking dan het strippen heeft ondergaan	Bedrag/kg	0,0014 (basisindexcijfer van de maand oktober 2007)
Vis > 100 000 kg met het strippen en andere bewerkingen	Bedrag/kg	0,0028 (basisindexcijfer van de maand oktober 2007)
Doorvoer vlees/vis	Bedrag/zending	30,1091 (basisindexcijfer van de maand oktober 2007)

## 3. RETRIBUTIES VERBONDEN AAN DE OPSPORING VAN OVERDRAAGBARE SPONGIFORME ENCEFALOPATHIEËN

Runderen	Vast bedrag per rund waarop een verplichte BSE – sneltest wordt uitgevoerd	11,07 (basisindexcijfer van de maand oktober 2007)
----------	--	--

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 17 juni 2009 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 2005 betreffende retributies bepaald bij artikel 5 van de wet van 9 december 2004 houdende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,

Mevr. S. LARUELLE

## GRONDWETTELIJK HOF

N. 2009 — 2945

[2009/203362]

## Uittreksel uit arrest nr. 116/2009 van 16 juli 2009

Rolnummer 4526

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 februari 2008 tot wijziging van de titels I, III, VI, IX en XI van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, ingesteld door de Vlaamse Regering.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Bossuyt en M. Melchior, en de rechters P. Martens, E. De Groot, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en T. Merckx-Van Goey, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Bossuyt,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 oktober 2008 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 9 oktober 2008, heeft de Vlaamse Regering beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 februari 2008 tot wijziging van de titels I, III, VI, IX en XI van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 april 2008, tweede editie).

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de memorie ingediend door « de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering »*

B.1.1. De Vlaamse Regering betwist de ontvankelijkheid van de memorie ingediend door « de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering » op grond van het feit dat enkel de Franse Gemeenschapsregering en niet de Franse Gemeenschap memories kan indienen.

B.1.2. Het is juist dat in het stelsel van de bijzondere wet van 6 januari 1989, zoals blijkt uit de artikelen 2, 1<sup>o</sup>, en 85 ervan, wat de Staat, de gemeenschappen en de gewesten betreft, niet de daarmee overeenstemmende rechtspersonen voor het Hof in rechte treden, maar uitsluitend de in de bijzondere wet daartoe aangewezen organen, te weten respectievelijk de Ministerraad en de onderscheiden Regeringen.

Al verklaart de Franse Gemeenschapsregering in de aanhef van haar memorie op te treden als vertegenwoordigend orgaan van de Franse Gemeenschap, toch blijkt dat die memorie werd opgemaakt en ingediend uitsluitend op grond van een beslissing van de Franse Gemeenschapsregering en zonder dat ter zake enig ander orgaan is opgetreden.

De memorie is derhalve ontvankelijk.

*Ten aanzien van de bestreden bepaling*